

Rouge

Il y a 40 ans

La libération
de Paris

P 7

M 1578 N°1023 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

24 au 30 août 1984

Chômage en hausse, salaires en baisse

Le décor des jeux politiciens de l'été



Défendons les réfugiés basques

Après les événements de cet été, plus personne ne pourra ignorer l'existence d'un problème basque. Des deux côtés des Pyrénées. Au nord, attentats et manifestations se multiplient. Et au sud, l'ETA a déclenché une campagne contre les « intérêts français ». C'est l'attitude du gouvernement français qui est responsable de cette situation. Plus question pour lui de claironner son respect du droit d'asile pour les Basques en exil de ce côté de la frontière. Il y a quelques semaines, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, se rendait à Madrid et signait, avec son homologue espagnol, une déclaration selon laquelle « un terroriste n'est pas un réfugié politique. Ceux qui choisissent la violence doivent répondre d'elle devant la loi. » Les actes suivirent. En un mois, sur la base de mandats émis par des magistrats espagnols, une dizaine de nationalistes

étaient arrêtés et huit d'entre eux étaient écroués. Dans le même temps, les assignations à résidence se multipliaient.

Tout laisse aujourd'hui craindre qu'un nouveau pas soit franchi avec l'extradition d'un certain nombre de réfugiés. Les récentes décisions de la Cour d'appel de Pau comme le voyage de Pierre Joxe dans l'Etat espagnol sont autant d'éléments inquiétants. Tout doit être mis en œuvre pour empêcher de telles mesures. On peut en effet contester l'orientation et les objectifs choisis par les nationalistes basques. Mais force est de constater que leur combat est avant tout le produit du refus des gouvernants de Madrid de reconnaître au peuple basque l'ensemble de ses droits nationaux, à commencer par son droit à l'autodétermination. De plus, chacun sait que l'intégrité physique

des militants concernés serait mise en danger par des extraditions. La torture demeure une pratique habituelle dans les prisons et les commissariats de l'Etat espagnol. Et l'implication probable de la haute hiérarchie policière espagnole dans les activités criminelles du GAL (ce groupe qui multiplie les assassinats de réfugiés basques dans le sud de la France) montre de quelles méthodes est capable un appareil d'Etat formé par quarante années de dictature. C'est pour ces raisons qu'il convient de se mobiliser massivement pour dire : non aux extraditions ! Respect du droit d'asile ! Reconnaissance du statut de réfugié politique pour les militants basques. Au-delà de la seule question basque, ce qui se joue, c'est la possibilité pour n'importe quel militant persécuté dans son pays de trouver refuge en France et d'y défendre ses idées.

REPÈRE

27 millions de centimes de subvention pour les fascistes

Déjà en 1982, lorsque le journal *Présent* avait touché vingt-deux millions d'anciens francs d'aide du gouvernement, il avait titré dans son numéro 393 : « On les a eus ! ». Laurent Fabius vient de signer la décision d'affectation qui répartit le fonds d'aide aux quotidiens à faible capacité publicitaire pour 1984. *Présent* bénéficie donc, cette fois, de 277 312 francs de l'Etat.

Ce torchon, au sous-titre révélateur (« *Quotidien de la contre-révolution et de la tradition française* ») ne cache pourtant pas son projet. L'antisémitisme, le racisme qui s'expriment dans le quotidien de François Brigneau, ancien éditorialiste de *Minute* et ancien membre du bureau politique du PFN, n'a rien à envier à une certaine presse de l'entre-deux-guerres.

Par exemple, le 23 juin 1983, on pouvait y lire une attaque contre M. Badinter, cible favorite, qualifié de « fourreur errant », « la bouche tordue par la levée du sang noir, règle ses comptes (...). Par héritage, il est pour le nomade contre le sédentaire. Pour le cosmopolite contre l'indigène. Pour le manouche voleur de poules contre la fermière (...). Pour le marginal contre la société qui rejeta si longtemps les Badinter (...). Pour l'assassin contre l'assassiné (...). "Un homme d'Etat", a dit de lui M. Mitterrand. On en frémit. D'autant plus qu'il n'est pas seul. Krasucki, Fiterman, Lang, qui n'ont de français que l'habitat

occidental et que voilà aussi aux postes de commande. Quand on y réfléchit, c'est à notre tour d'avoir peur. »

Une tradition pour le directeur de ce quotidien qui prend racine dans une vieille tradition fasciste française lorsqu'il exalte « tout ce peuple de la France française qui se reconnaît et s'exprime à travers les trois mots d'ordre : "Travail, famille, patrie !" ». "La France aux Français !", "Dieu premier servi !" ».

Le fondateur de ce journal, qui fut d'abord un mensuel dans les années soixante-dix, n'est pas un inconnu dans les milieux d'extrême droite. Il s'agit de Bernard Antony, alias Romain Marie, nouvellement député du Front national de Le Pen, à Strasbourg et qui est toujours sous le coup d'une inculpation de provocation à la haine raciale. Ce fervent intégriste catholique stigmatisait dans *Présent*, en février 1979, « la tendance qu'ont les Juifs à occuper tous les postes-clés des nations occidentales. Comment ne pas observer qu'à notre télévision, par exemple, il y a bien plus de MM. Aron, Ben Syoun, Naoul, El Kabbash, Drucker, Grumbach, Zitrona, que MM. Dupont ou Durand ».

Présent représente une tradition et incarne des idées qui sont une menace pour les libertés. Fabius l'ignorait-il ? Sans doute pas !

Alain Gwenn

Le Favilla en question est tellement jaloux de son anonymat que la direction du quotidien a refusé de révéler sa véritable identité aux journalistes qui protestaient contre l'éditorial du 8 août où cette fois l'équation était ghettos immigrés-terrorisme-ouverture de mosquées.

Bref, ce récidiviste, ému du Front national, a choisi la discrétion pour répandre son venin, même en soignant l'emballage, public oblige. La camelote qu'il nous refille ressemble furieusement à la définition de Talleyrand par Napoléon : de la merde dans un bas de soie.

COMMERCE EXTERIEUR les nominations du consensus

Visiblement, le ministre du Commerce extérieur, Edith Cresson, peut se frotter les mains à la lecture des décrets gouvernementaux. Cinq administrateurs de la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur viennent d'être nommés. Parmi eux, on trouve Jean-Baptiste Doumeng, le millionnaire rouge bien connu, président d'Interagra, spécialiste du commerce avec l'URSS et surtout du pillage du tiers-monde. On trouve aussi, Marcel-Yann Pellet, directeur général de Fives Cail Babcock. Cette entreprise-requin, grande spécialiste des restructurations, est en pourparlers pour reprendre les actifs de Créusot-Loire, après bien sûr un dégraissage d'effectifs béni par Fabius.

François Guillaume, président de la très progressiste FNSEA a été reconduit dans ses fonctions d'administrateur de la Banque française du commerce extérieur. A ses côtés, une place est réservée à Loïc Le Floc Prigent, président d'une nationalisée (Rhône-Poulenc).

Le consensus national dont Fabius nous rabat les oreilles à l'occasion de l'anniversaire de

la libération de Paris c'est sûrement ça : regrouper des hommes de tous bords mais qui ont déjà fait leurs preuves dans l'exploitation d'autres hommes.

NICARAGUA Communiqué de la brigade de Clermont-Ferrand

« Nous sommes douze internationalistes (dix Français, un Allemand, un Colombien), qui avaient participé à une brigade de travail de Telcor. Nous devions nous rendre, le 18 juillet 1984, en camionnette, de San Miguelito à Managua pour rencontrer le ministère de Telcor et participer au cinquième anniversaire du triomphe, au nom des camarades de Telcor qui n'avaient pas pu s'y rendre. Nous étions accompagnés de cinq d'entre eux, armés.

Vers 9 heures, à 8 km d'Acoyapa, une mine a éclaté, suivie de rafales qui ont blessé trois camarades de Telcor (dont le chauffeur) et notre compatriote Catherine Vincent, atteinte au bras et à la main.

Nous pensons que l'objectif de ces tueurs était d'éliminer tous les occupants du véhicule. Tant de moyens d'anéantissement laissent penser qu'ils nous attendaient. (...) Massacrer une brigade entière d'internationalistes semble bien avoir été leur but pour, par la terreur, tenter de couper la solidarité internationale. Les mesures de sécurité prises par nos camarades nicaraguayens se sont révélées efficaces pendant toute la durée de notre travail et, au moment du danger, c'est leur courage et leur détermination qui nous ont sauvé la vie, mettant en déroute le puissant commando d'agresseurs. (...) Loin de nous intimider, cette attaque a encore renforcé les liens fraternels noués pendant quinze jours de travail en commun. Nous sommes plus déterminés que jamais à revenir dans ce pays, à dire en France la vérité sur le travail qui y est réalisé, sur l'agression quotidienne que subissent les populations et sur les méthodes de ces contras, qui prétendent défendre la liberté et la démocratie. (...) »

Par ailleurs, l'agression qu'a subie la brigade de Clermont-Ferrand a été dénoncée par de nombreuses organisations notamment :

« Les organisations composant la délégation française du Camp de la paix à Managua ont appris avec stupeur qu'une embuscade a été organisée, visant une camionnette. Celle-ci transportait des civils étrangers participant aux Brigades inter-

nationales de travail et de solidarité venues aider le peuple nicaraguayen.

Plusieurs personnes, dont une jeune Française, ont été blessées sérieusement. Cet attentat, destiné à tuer, fait partie d'une longue série organisée par des contras armés, entraînés et financés par les USA.

Les organisations soussignées condamnent la po-

litique d'agression systématique dont est victime le Nicaragua.

Elles trouvent dans cet attentat des raisons supplémentaires de renforcer leur solidarité avec le Nicaragua et tiennent à souligner les efforts des autorités nicaraguayennes pour assurer la sécurité des étrangers aidant à reconstruire le pays. »

MJS - MJC - JCR - CSN

POINT DE MIRE.

CORSE

Les clans dans le boubier

Avant et après le 12 août, tous les dirigeants politiques français avaient les yeux rivés sur la Corse. La droite parisienne bombait le torse ayant réussi à rassembler presque tous ses correspondants insulaires dans une même liste et comptant bien sur eux pour que les voix gagnées en juin par le Front national soient sagement rapatriées dans l'escarcelle des clans.

Bernard Pons (RPR) prenait même le risque le jour même du vote de prédire une majorité pour la droite « largement triomphante ».

Hélas pour eux ! La politique en Corse ne se règle pas par des coups de baguettes parisiens. La dynamique de l'Union pour la droite a ignoré la dynamique des clans. La présence sur la même liste de José Rossi et de Rocca Serra n'a évidemment pas permis de conserver les voix de 1982.

Le grand gagnant à droite est donc Arrighi (FN), girouette politique et vieux réactionnaire, qui trace une ligne de continuité entre son putsch avorté d'Ajaccio en 1962 et sa place en tête de liste du Front national. Beaucoup de « pieds-noirs », de militaires et de petits commerçants ont préféré une liste « française » n'obéissant pas aux tergiversations clanistes. A Ajaccio, ville de l'île qui ressemble le plus à la France, son résultat rassemble les mêmes causes qui ont fait son succès dans d'autres villes de l'Etat.

Ainsi enlisée dans ses concurrences et jugulée par une liste unitaire, les clans de droite n'ont donc pas réussi leur percée.

Et la gauche de jubiler ! Elle qui pensait ne pouvoir tirer qu'un seul profit de cette élection — la mise à néant des listes corses —, découvre, ébahie, sa progression au soir du 12 août.

Seuls les dirigeants parisiens peuvent voir là une progression des listes de gauche. En fait les clans radicaux du Sud et du Nord n'ont pas fait la bêtise de la droite et ont maintenu la répartition en deux listes. Ils ont ainsi bénéficié du recul de l'UPC, sanction des tergiversations autonomistes.

Que Poperen range Giacobbi dans la gauche, libre à lui ! Mais la double leçon réelle de ces élections est qu'en Corse comme en France la « pulitichella » — la sale politique — entraîne une radicalisation à droite, mais aussi à gauche, le résultat d'Unita Naziunale en est la preuve. L'autre leçon est que désormais le Front national est une fourche caudine sous laquelle la droite doit passer pour être majoritaire en Corse.

Le député RPR Seguin qui n'est pas le dernier à accepter cette alliance mesure à sa juste valeur les difficultés qui attendraient la droite si elle se suffisait de ces résultats. Quant à Arrighi nous ne doutons pas que, pour sa part, il ne se distinguera pas des clans dans la politique qu'il suivra à l'Assemblée régionale.

Aussi une seule liste pouvait véritablement manifester son allégresse le soir du 12 août. Ce sont les nationalistes qui sont les seuls vrais gagnants des « élections régionales » qui avaient pour but de les museler.

L. C.

LES ECHOS Aux avant-postes du racisme

« En refusant de prendre en compte les problèmes de saturation socio-psychologique posés dans certaines zones urbaines par une trop grande concentration des populations immigrées aux traditions culturelles trop éloignées des nôtres pour permettre l'amorce d'une possible intégration, on a suscité pour la première fois en France de violentes réactions

racistes... », etc. D'où est tirée cette diatribe où la pesanteur du style le dispute à la xénophobie et au racisme ? Eh bien ce n'est pas dans les publications du Front national ou d'un quelconque groupe d'extrême droite. Non, mais tout simplement dans le quotidien patronal *Les Echos* du 21 août dans l'éditorial signé du pseudonyme Favilla. L'éditorial enfourche également un autre cheval de bataille de l'extrême droite : le couplet sur Badinter, « le laxisme généralisé en matière de répression de la criminalité... ».

Sommaire

- Bloc-notesp. 2
- La rentrée sociale et politique.....p. 3
- Salaire, emploi et profits patronaux ..p. 4
- CGT, CFDTp. 5
- Tchad, Guatemalap. 6
- La libération de Parisp. 7
- Conférence sur le désarmement à Pérousep. 8

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom -----
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom -----
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse -----
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie ---
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

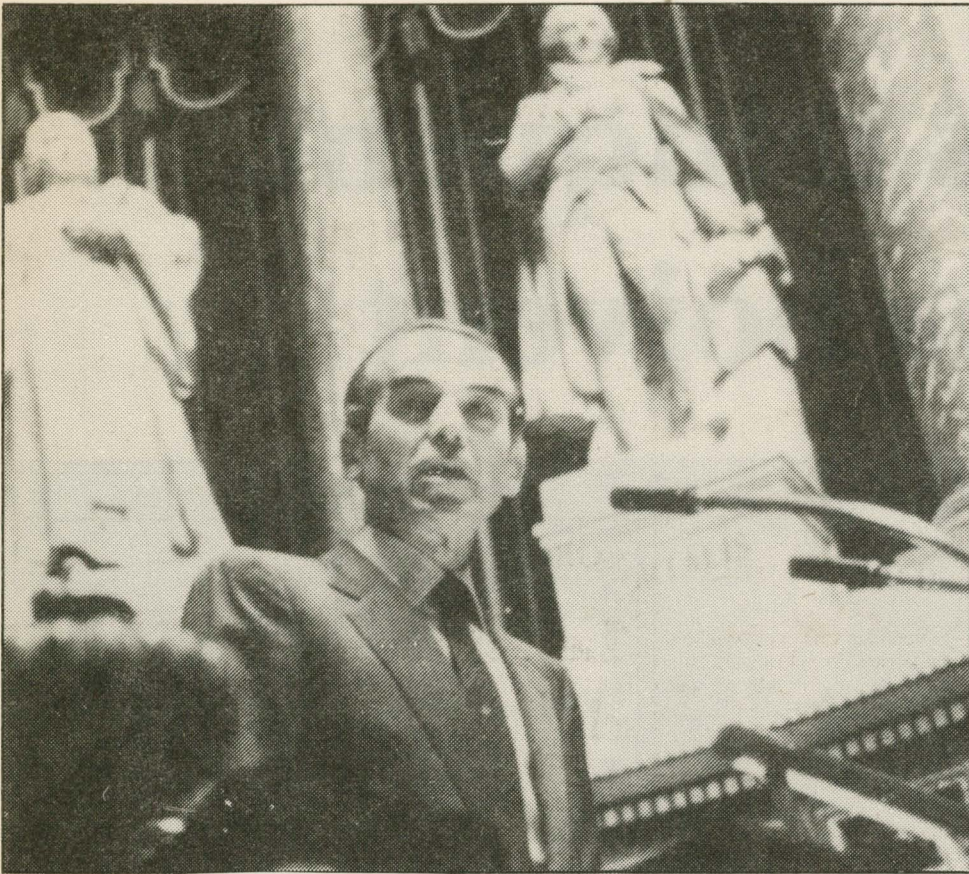
● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

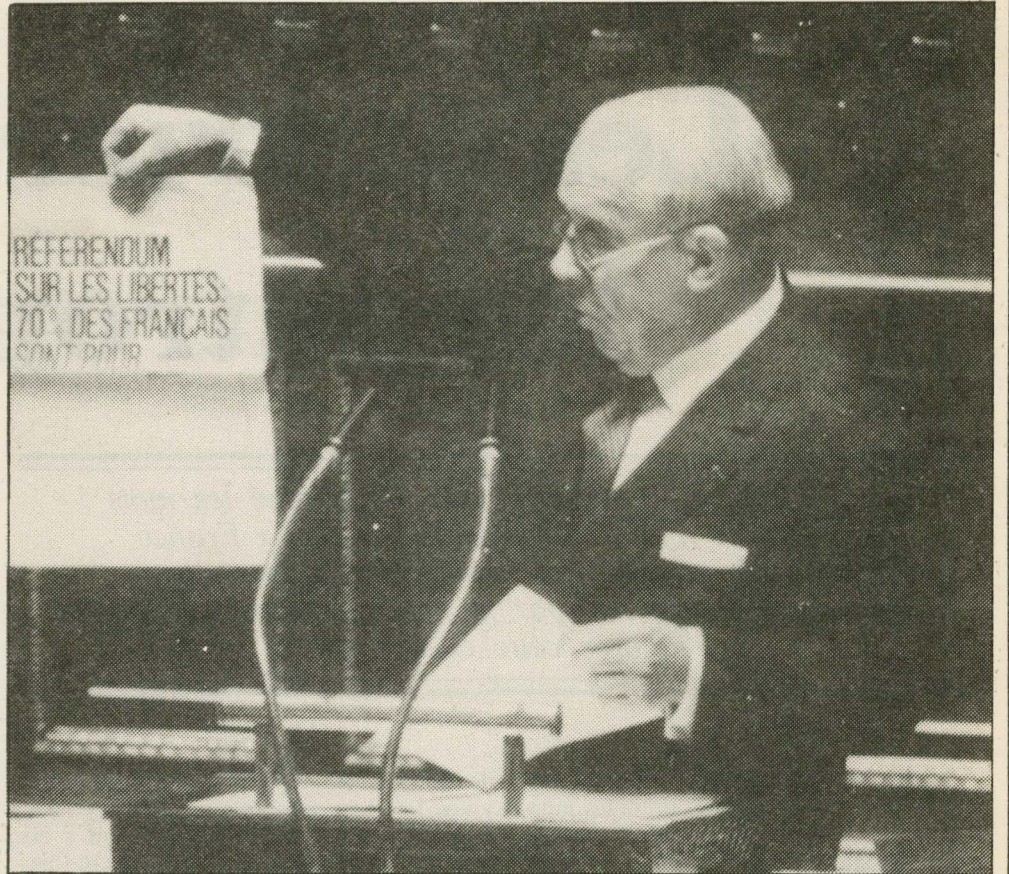
● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Robert Badinter et Etienne Dailly lors du débat au Sénat, le 10 août dernier.



LES GRANDES MANŒUVRES DE MITTERRAND ET FABIUS

Les travailleurs hors-jeu

Le pouvoir a fait le choix de pousser à son terme sa logique antérieure. Il brade l'héritage du 10 mai pour réussir une bien vieille ambition : la recomposition au centre des alliances politiques de la social-démocratie. Mais cette tentative bute sur de nombreux obstacles.

« Rassembler et moderniser », claironnait Laurent Fabius, lors de son discours d'investiture à l'Assemblée nationale. « Voilà qui présage une nette inflexion à droite de l'action gouvernementale et la systématisation d'une orientation toute entière tournée vers la satisfaction des exigences du patronat », affirmions-nous, dans notre dernière livraison du mois de juillet. Les événements de cet été confirment ce pronostic.

Au lendemain des élections européennes du 17 juin, confronté à l'accroissement de la désaffection populaire et à l'offensive de la réaction, le pouvoir a fait le choix de pousser à son terme sa logique antérieure de reniements, en manifestant ouvertement son intention de se débarrasser de l'héritage du 10 mai 1981.

Liquidier l'héritage

Pour atteindre ses objectifs, François Mitterrand utilise une arme et exploite un atout. L'arme, c'est la V^e République qui, en faisant du chef de l'Etat la clef de voûte des institutions, lui permet de s'émanciper de sa base sociale comme de sa majorité parlementaire et de se présenter comme le garant de « l'unité des Français ». L'atout, c'est l'impasse dans laquelle s'embourbe la droite parlementaire. Privés de tout projet politique crédible, en proie à un incessant « combat des chefs », les appareils de l'opposition voient s'amenuiser leur autorité, permettant à l'extrême droite de connaître un essor sans précédent depuis trente ans. Une telle situation, en aggravant les divisions du camp réactionnaire, peut laisser espérer à Mitterrand la réussite d'une bien vieille ambition : la recomposition au centre des alliances politiques de la social-démocratie.

Le nouveau gouvernement, amputé de sa composante communiste, est chargé de traduire l'ambition élyséenne. Dès son entrée en fonctions, Fabius a multiplié les gages aux possédants. On l'a vu proposer à

des responsables de l'opposition la direction de « missions parlementaires » sur des questions aussi brûlantes que l'insécurité. On l'a encore vu inclure dans son cabinet, à des postes-clés, de proches collaborateurs des ministres du précédent régime. Enfin, tout laisse penser que de discrètes négociations sont actuellement menées avec les représentants de l'enseignement privé et qu'elles leur donneront satisfaction sur le point qui motivait principalement leur refus de la défunte loi Savary : la titularisation des maîtres.

« Message reçu cinq sur cinq », ont répondu un certain nombre de porte-parole de la droite, comme l'éditorialiste de l'Express, qui écrivait le 3 août : « ... Les communistes ont quitté le gouvernement. Et la politique économique que conduit François Mitterrand ressemblera de plus en plus à la social-démocratie : elle se coulera peu à peu dans la rigueur légèrement anesthésique qui fut pratiquée sous le précédent septennat : elle se conformera progressivement à cet étato-libéralisme, enfant naturel de Colbert et de la PME : elle permettra — pourquoi pas ? — au président de la République de rejoindre, comme les vieux éléphants, son lieu de naissance : le centre, côté gauche. »

Le test du référendum

Au-delà de ces propos compréhensifs, les tentatives de l'hôte de l'Élysée butent sur des obstacles majeurs. Le débat sur le référendum constitutionnel démontre le caractère instable de la situation actuelle. En proposant d'élargir le champ d'application de l'article 11 de la Constitution, Mitterrand ne cherchait nullement à étendre les libertés démocratiques. Son objectif consistait, en recourant aux techniques plébiscitaires, à restaurer son autorité et à conforter sa position d'arbitre au-dessus des classes et des factions politiques. La procédure parlementaire choisie devait, quant à elle, illustrer la volonté de consensus des gouvernants. Le projet de loi fut

donc d'abord soumis au Sénat, le gouvernement laissant entendre qu'il accepterait les amendements de sa majorité réactionnaire.

Les états-majors du RPR et de l'UDF ont fait capoter la tentative et obtenu que la « Haute Assemblée » refuse purement et simplement de débattre du texte de loi. Une acceptation du jeu présidentiel risquait en effet de leur faire perdre l'initiative et d'aggraver leurs contradictions internes. Mais cet échec montre à quel point Mitterrand demeure dépendant du caractère même de la victoire du 10 mai. Il lui est difficile de faire oublier aux représentants politiques de la bourgeoisie que c'est avec les suffrages des travailleurs et en s'appuyant sur leur aspirations qu'il put triompher de Giscard.

Dans l'immédiat, à l'encontre du but recherché, l'épisode du référendum se traduit par un affaiblissement de l'autorité présidentielle. Le référendum constitutionnel ne verra probablement pas le jour. A son corps défendant, Mitterrand a fait ainsi la démonstration qu'il ne pouvait, au stade actuel, parvenir à ses objectifs sans l'accord des partis d'opposition. De surcroît, le Sénat, à désormais conquis, aux yeux de l'opinion, un droit de veto sur les initiatives de l'Élysée.

Sur le terrain qu'il a choisi, Mitterrand va dès lors devoir multiplier les manœuvres politiciennes, s'il veut parvenir à une redistribution des cartes d'ici 1986. Certes, il pourra de cette façon accroître les divisions de la droite. Déjà, on vient de voir le RPR Juppé attaquer violemment son collègue Seguin qui avait émis des critiques sur l'attitude du Sénat. Mais ces maigres acquis se traduiront surtout par un discrédit croissant de l'équipe au pouvoir, aux yeux de l'opinion populaire. Il est à cet égard significatif qu'en pleine bataille sur le référendum la cote de popularité du chef de l'Etat n'ait jamais été aussi faible.

Nouveaux habits pour l'austérité

Comment d'ailleurs s'en étonner ? Les mesures annoncées durant l'été ont suffi à confirmer aux travailleurs qu'ils avaient tout à craindre de l'équipe Fabius. Coup sur coup, les hausses de l'essence, d'un certain nombre de produits de première nécessité et des tarifs publics ainsi que la diminution d'un point des taux de rémunération des livrets d'épargne et des Codevi ont prouvé la volonté gouvernementale de maintenir la pression sur la « consommation des ménages ».

« Assainissement et priorité à l'investissement » sont les deux maîtres-mots de Béréngovoy, le nouveau ministre de l'Économie. Le premier objectif se traduira d'abord par des compressions budgétaires, c'est-à-dire par une dégradation des services publics et par le maintien du blocage des salaires pour les fonctionnaires. Et l'expérience passée a largement prouvé que le second objectif signifiait toujours allègements fiscaux et cadeaux multiples au patronat.

Non seulement une telle orientation atteindra gravement les conditions d'existence des salariés, mais on ne peut en attendre aucun effet sur la progression du nombre des sans emploi. Le chômage concerne près de deux millions et demi de personnes et des dizaines de milliers de licenciements se profilent, notamment dans l'automobile et la mécanique lourde. Comme par le passé, les patrons empocheront les « incitations à l'investissement » pour améliorer la situation de leurs entreprises et procéder à des modernisations essentiellement destinées à faire baisser les frais de main-d'œuvre (voir page 4). Il serait, dans ces conditions, bien naïf d'accorder un quelconque crédit aux propos rassurants de certains membres du gouvernement.

Au contraire, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes et sur leur unité pour imposer une issue positive. Il leur faut pour cela combattre, sans merci ni réserves, les orientations gouvernementales. Faut de quoi, ces dernières ne peuvent conduire la classe ouvrière qu'à de graves échecs, à une nouvelle et importante dégradation de son rapport de forces face aux possédants.

On ne peut, dès lors, se contenter des petites phrases de Krasucki ou de Maire. On ne peut pas davantage accepter la politique des dirigeants du PCF qui haussent le ton sans donner la moindre perspective permettant l'expression du mécontentement des travailleurs. Quant aux vagues-hésitations de certains dignitaires du PS ou de la FEN sur le terrain du combat laïque, elles sont proprement scandaleuses.

C'est à la préparation d'une contre-offensive d'ensemble que doivent s'atteler tous ceux qui refusent à la fois la rigueur gouvernementale et la menace d'un retour au passé. Les batailles de la rentrée contre le chômage, les licenciements et le budget d'austérité doivent être autant de maillons dans cette perspective. C'est dès maintenant qu'il faut engager le débat dans les entreprises et les syndicats.

Christian Picquet

Les ouvriers trinquent, les patrons boivent

Les chiffres et statistiques qui ont égréné les mois de juillet et d'août illustrent l'état de la France : blanc pour les patrons, noir pour les travailleurs. Le rassemblement prôné par le gouvernement fait le pari d'ignorer cette évidence-là.

Sans ambiguïté ! Les chiffres et statistiques qui sont tombés durant les mois d'été soulignent une dégradation sensible des conditions de vie des travailleurs, tandis que bien des entreprises retrouvent une certaine santé financière, et renouent avec la croissance de leurs profits.

Le nombre de chômeurs s'est accru de 18 200 en juillet. Le cap des 2 500 000 sans emploi est en vue pour la fin 1984. Chiffre réduit d'ailleurs par les multiples recettes qui visent à masquer l'ampleur du mal : chômeurs parvenus en fin de droits et rayés des listes, travailleurs en stages de formation sans perspective d'embauche, jeunes sous contrat à durée déterminée, femmes contraintes d'accepter le travail à temps partiel...

Sous la froideur des chiffres s'étend le cancer de la ségrégation sociale. Le chômage s'étend, divise, frappe particulièrement les femmes et les jeunes. Les jeunes femmes habitant chez leurs parents et les mères de famille vivant seules étaient en 1982 (enquête de l'INSEE) les deux catégories les plus touchées avec des taux respectifs de 25,5 % et de 11,2 %. La durée moyenne du chômage indemnisé est supérieure chez les femmes, 364 jours, et 320 jours chez les hommes.

Les femmes sont également les moins indemnisées. D'après la dernière enquête de l'UNEDIC, la baisse globale du nombre de chômeurs indemnisés entre septembre 1982 et septembre 1983 s'est répartie de la manière suivante : 17,1 % chez les femmes, 8,7 % chez les hommes. Du simple au double ! Les femmes indemnisées, enfin, touchent une allocation de base moyenne de 89,52 francs par jour (100,13 francs pour les hommes) et une moyenne de 115,54 francs d'allocation spéciale (143,02 francs pour les hommes). Au chômage, comme au travail, l'inégalité se perpétue.

No Future ?

Conséquence inévitable des suppressions d'emplois et des dégraissages qui s'accumulent depuis des années, les jeunes trinquent, et durement. « No Future » ! L'INSEE évaluait en mars 1983 le nombre de jeunes de quinze à vingt-cinq ans à 7 800 000 dont 3 400 000 actifs, et 3 800 000 scolarisés. A la même époque, 710 000 actifs de moins de vingt-cinq ans étaient inscrits à l'ANPE. Ils étaient 990 000 à la fin du mois de décembre 1983. Un quart de la population concernée ! Pour compléter le tableau, l'évaluation du nombre de jeunes en contrat d'intérim ou sous contrat à durée indéterminée et du nombre de ceux qui travaillent à temps partiel, ou sont de simples stagiaires, atteint la même proportion, un quart de la tranche d'âge des moins de vingt-cinq ans. Au total, la moitié des « jeunes actifs » font face au chômage ou à la précarité de l'emploi (cf. l'enquête du Monde du 21 août).

Le chômage divise, mais il peut concentrer aussi la diversité des cas dans une même famille ouvrière. Résultat : la misère pure et simple. On a vu réapparaître l'an dernier les soupes populaires de l'Armée du salut ou du Secours catholique aux bouches du métro parisien. Cela devrait durer, et même s'étendre. Selon les critères de la Communauté économique européenne, six millions de Français disposent aujourd'hui

de moins de cinquante francs par jour pour vivre. Le Secours catholique notait en 1982 que 50 % des personnes s'adressant à lui sollicitaient une aide, pour la première fois.

Pendant ce temps, les rapporteurs officiels planchent toujours sur leurs plans de licenciements. Le chiffre des 70 000 prochaines victimes dans l'automobile, provisoirement rompu le déroulement du grand jeu politique de l'été opposant Mitterrand au Sénat. L'affaire Creusot Loire laisse présager des milliers de travailleurs sur le carreau, le groupe Pont-à-Mousson vient d'annoncer ses perspectives de suppressions d'emplois, les licenciements massifs qui ont frappé les sidérurgistes, les mineurs, les travailleurs de la navale avant les vacances d'été sont toujours en cours d'exécution.

Déménagement d'emploi

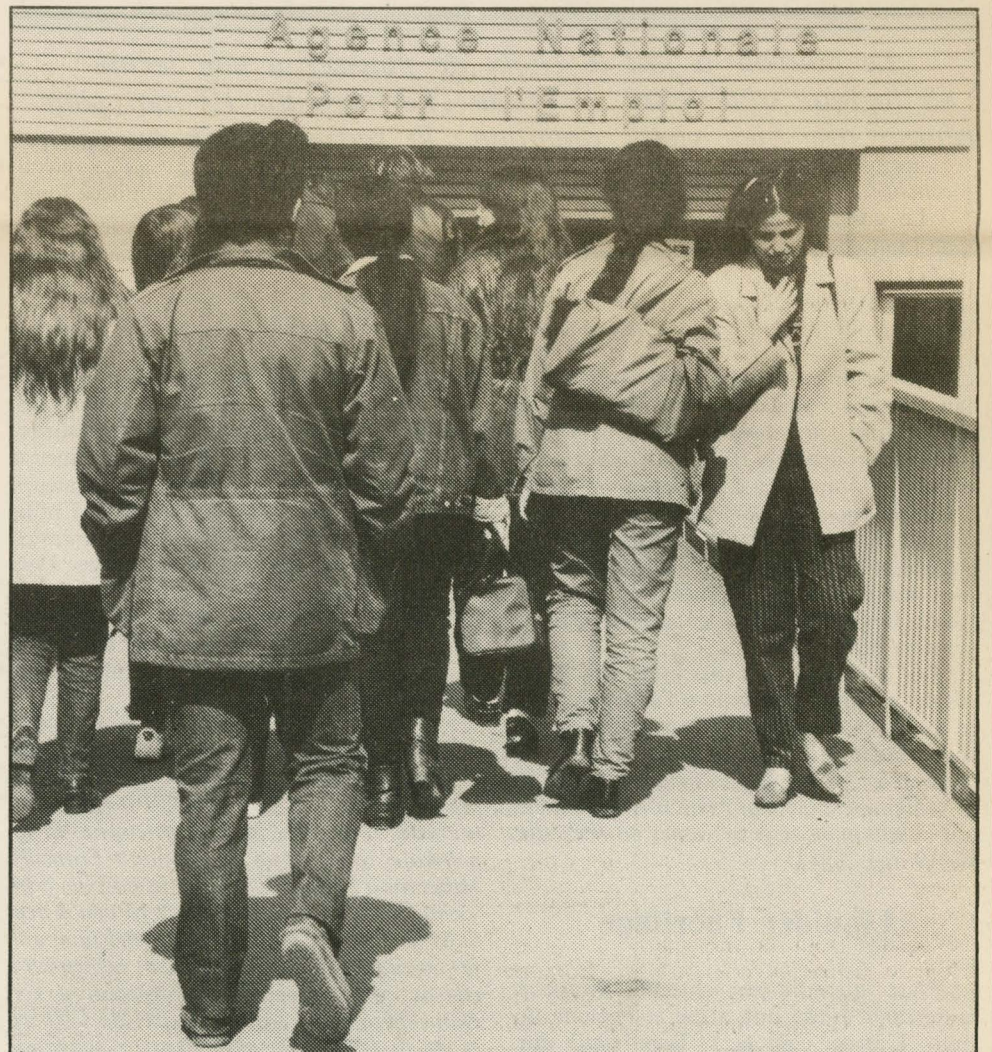
Les premiers indices de suppressions d'emplois d'une région au profit d'une autre se multiplient. Sous le titre « Bretagne Lorraine, le grand déménagement », le journal de l'UDB « le Peuple breton » de juillet-août cite quelques exemples : « La CIT Alcatel crée deux cent cinquante emplois en Lorraine tout en réduisant le personnel de l'unité de Guigamp et en mettant 686 personnes au chômage partiel. Le groupe CGE-Alstom annonce six cents créations en Lorraine alors qu'il vient juste de licencier une partie de son personnel de Lannion. »

Croissance du chômage, régression des salaires, les deux maux s'épaulent et se renforcent. La doctrine patronale classique — laisser grimper le chômage pour peser sur le niveau des rémunérations — s'entend à merveille avec la politique salariale mise en place l'an dernier par Delors. La dernière étude du CERC sur l'évolution des revenus en France entre 1980 et 1983 indiquait une stagnation voire une baisse du pouvoir d'achat « sauf pour les rémunérations les plus basses du secteur privé et de la fonction publique », c'est-à-dire pour ceux qui touchent le minimum !

Les chiffres du second trimestre 1984 confirment la baisse continue des salaires horaires ouvriers : ils n'ont augmenté que de 1,8 % à 2 %. Sur les six premiers de l'année la progression des salaires est de 3,5 %, inférieure, donc, à la hausse des prix (3,7 %). Est-il besoin de souligner le peu de crédit que l'on doit accorder à la hausse des prix mesurée par l'indice INSEE ? Soulignons par contre les conséquences immédiates sur le niveau de vie populaire des augmentations de l'été, de l'essence au téléphone. Rappelons enfin les mesures en préparation pour le budget 1985, dont les travailleurs paieront largement la note (voir Rouge du 20 juillet).

Valeurs en hausse

C'est sur cette toile de fond que les patrons, dans les conseils d'administration, débouchent le champagne. Les résultats sont bons, les indices ne manquent pas. Deux cents milliards ont été investis en bourse en 1983 : un record. L'année 1982 avait déjà été brillante (155 milliards) les six premiers mois de 1984 sont à leur tour prometteurs. Les distributions de dividende aux actionnaires pour 1983 se sont élevées à plus de dix milliards. Les grandes familles



Yvon Gattaz et Yvon Chotard peuvent être fiers d'eux : les profits patronaux ont retrouvé leur niveau d'avant la crise, mais le chômage s'est accru de 18 200 en juillet.

se portent bien. Marine Wendel (groupe De Wendel), Arjomari-Prioux (groupe Worms), Merlin Guérin (Empain Schneider), entre autres, figurent parmi les valeurs les plus favorisées sur le marché boursier depuis le début de l'année.

La courbe des profits retrouve son niveau d'avant la crise, même si la crise perdure (voir Rouge du 20 juillet). « 1984 sera l'année du redressement de l'investissement dans l'entreprise », auraient déclaré de nombreux patrons aux enquêteurs de l'INSEE. Il s'élèverait à 7 % dans le privé, et à 20 % dans le public. La différence de prévision entre les deux secteurs veut au passage d'être noté. Elle souligne l'échec maintenu des appels à l'investissement du gouvernement adressés au patronat du privé. En attendant, souligne

les Echos du 16 juillet, « On se requinque, on commence à profiter de la transfusion opérée par Jacques Delors en faveur de l'industrie. »

La conclusion de ce rapide panorama ne peut qu'être très contrastée. C'est très noir pour les travailleurs, et plutôt rose pour les bourgeois. Les appels au rassemblement de tous les Français qui deviennent le refrain préféré du gouvernement Fabius nous laissent donc parfaitement de marbre.

Nous serons, nous, de tous les rassemblements contre le chômage et pour le niveau de vie. Irrémédiablement contre les patrons qui s'assoient sur la dégradation des conditions de vie des travailleurs pour étancher leur soif de profit.

Michel Morel

CGT

«Moderniser autrement»

Après la rupture de l'Union de la gauche, à l'heure où bien des militants dans la CGT attendaient une relance de l'action, Henri Krasucki, comme Philippe Herzog la veille dans l'Humanité, place le débat d'idées au premier plan et laisse l'action en question.

«Avoir des fournisseurs nationaux sûrs et en bonne santé est de l'intérêt le plus direct... de tout acheteur.»

Cette phrase introduit un dossier du CNPF paru en 1981, et distribué par la CGT aux journalistes à l'occasion de la conférence de presse d'Henri Krasucki le 22 août dernier. Le secrétaire général, approuvant pleinement les différentes propositions contenues dans la brochure patronale *Pour relancer le marché intérieur*, regretta simplement que cette politique ne soit pas encore mise en œuvre, «laissant aux producteurs étrangers une part du marché intérieur très supérieure à celles qu'ils possèdent chez nos concurrents».

Le geste dessine la toile de fond de la politique de la CGT face à la rentrée sociale. Henri Krasucki a consacré les huit-dixième de son allocution — plus longue, vues les circonstances, s'excusera-t-il — aux propositions de la confédération pour «moderniser autrement». Dans une situation marquée par la dégradation sensible des conditions de vie et de travail des salariés, «il n'est pas immodeste, soulignera-t-il, de souhaiter que les idées de la CGT soient mieux prises en considération».

«Construire un appareil productif du meilleur niveau», «faire appel à la réflexion des ingénieurs et cadres», «intéresser les comités d'entreprise, les syndicats, les travailleurs»... Rien ne manquait, évoquant tout à fait la longue *Lettre ouverte aux cadres de l'automobile* de Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, présentée la veille dans l'Humanité et largement commentée sur les ondes.

Faut-il le dire, le discours repose simplement sur quelques oublis. Citons-en deux au moins. Aucune trace de critique sur qui dirige aujourd'hui l'appareil de production. C'est évidemment délicat lorsque l'on s'appuie sur un dossier du CNPF pour montrer comment la France pourrait sortir de la crise. Et pas un mot sur une revendication toute simple face à la croissance du chômage: la diminution du temps de travail, la semaine des 35 heures. «S'il est démontré ici et là, concluait

simplement le secrétaire général de la CGT, qu'il y a des problèmes d'effectifs, on les examinera pour trouver de bonnes solutions.»

Une force tranquille

C'est en somme au rassemblement des patrons fidèles aux engagements du CNPF en 1981, avec les cadres, les syndicats et les travailleurs qu'appelle la CGT aujourd'hui. L. Fabius fait des émules, même en dehors du gouvernement.

Les perspectives d'action étaient reléguées en fin d'allocution dans un temps réduit, et sous forme de questions avant tout. «Que peuvent faire les travailleurs? Y a-t-il des issues, des chemins pour faire mieux? Et alors, quelle action syndicale? Jusqu'à présent et sans vouloir offenser personne

constate Henri Krasucki, les travailleurs n'ont à aucun moment pesé de leur véritable poids.» Pour avancer dans cette voie, la direction de la CGT propose aujourd'hui de débattre: «Quelle revendication précise estime-t-on nécessaire et possible d'exiger? Quelle action est-on décidé à mener pour la faire aboutir? Quels moyens d'obtenir le soutien populaire?»

Bref, les propositions ne manquent pas pour gérer autrement, mais les perspectives d'action, elles, restent du domaine de l'interrogation. Ce profil de force de proposition tranquille laissera sur leur faim ceux qui cherchent justement les moyens de s'opposer aux licenciements, à la baisse du pouvoir d'achat. Pas un mot pour évoquer les luttes précédant l'été, de celles des sidérurgistes à celles de l'automobile ou de la construction navale.

La place privilégiée du débat d'idées explique sans doute le choix d'une rentrée CGT décentralisée. Les militants dans les entreprises seront appelés à se retrouver autour de la mise à jour des cahiers de revendications. Profil bas, face à une rigueur en hausse et un prochain budget qui promet.

M. M.



CFDT

Question de ton

Il n'y a pas grand-chose de changé dans la stratégie de la CFDT. Edmond Maire a, dans son interview, simplement haussé le ton face au gouvernement, mais les options fondamentales de la confédération ne sont pas remis en cause.

Edmond Maire fait sa rentrée par une interview dans le Monde du 21 août. Pour le lecteur qui avait surtout retenu ses louanges des vertus de la rigueur et la reconnaissance de la «fonction d'entrepreneur» c'est-à-dire du bien-fondé du patronat, il risque d'être surpris. Il fustige la «loi d'airain du marché» et exhorte le gouvernement Fabius à ne pas tomber dans le travers du «libéralisme fût-il avancé». Il dénonce le risque de laisser l'initiative aux seuls acteurs économiques. Le secrétaire général de la CFDT réclame toute sa valeur au Plan pour promouvoir un «développement harmonieux» et, selon lui, le gouvernement doit allier «initiatives individuelles et volonté collective».

Pour atteindre ce but il faut que les syndicats soient partie prenante des décisions économiques et industrielles. C'est la traduction de la société contractuelle chère à la direction confédérale. Le plan doit être contractuel, les investissements, l'introduction des nouvelles technologies aussi. Les changements de rapports sociaux s'inscriront ainsi dans la réalité quotidienne. La place du syndicalisme se trouvera transformée en incluant comme dimension majeure la négociation de nouvelles compétitivités avec les entrepreneurs. C'était un des thèmes du rapport soumis au conseil national confédéral d'avant les vacances.

Maire soulève par ailleurs le problème majeur: qui dé-

cide des axes de la modernisation. Il rappelle la volonté de sa centrale: une «croissance qualitative améliorant les conditions de travail et de vie, non le productivisme». Ces axes politiques sont pour Maire le rappel «de nos orientations socialistes».

La traduction revendicative de ces orientations socialistes sont plus connues et tout aussi décevantes qu'avant. L'emploi reste la priorité des priorités. Mais pas un mot sur l'interdiction des licenciements. Or la fédération de la métallurgie a demandé qu'à Citroën tous les salariés, y compris ceux en formation, restent salariés de cette entreprise (*Syndicalisme hebdo* du 26 juillet). La réduction du temps de travail reste enfermée dans les négociations branche par branche, entreprise par entreprise avec d'éventuelles contreparties en matière salariale et d'organisation du travail. Visiblement, les leçons de la lutte pour les trente-cinq heures en RFA n'ont pas été intégrées.

Mais de mobilisation il

n'en est pas une seule fois question dans l'interview. Pour la protection sociale, la CFDT est contre la suppression de la contribution de 1%. Elle la juge plus équitable et surtout elle remet en avant le développement des prélèvements mutualistes jugés mieux supportés par les intéressés sans voir qu'une telle solution accroît les inégalités entre ceux qui pourront supporter ces cotisations et les autres, au lieu de s'en prendre aux milliards dus par les patrons. C'est sans doute logique avec la volonté affichée «d'améliorer la compétitivité» qui suppose nécessairement des sacrifices des travailleurs.

C'est sans doute la raison pour laquelle E. Maire ne dit mot de la perte de pouvoir d'achat et qu'il limite son évocation du budget au «redéploiement de l'utilisation de l'argent public». Ce redéploiement, les différents ministres de la Santé l'ont déjà mis en pratique. On sait ce que cela signifie: fermetures de services, aucune création de postes, accroissement des charges de

travail pour le personnel.

On le voit, il n'y aura pas grand-chose de changé dans la stratégie confédérale malgré des grandes phrases contre l'économie de marché. Mais il est quand même significatif que Maire soit obligé de faire ses rappels y compris sur l'emploi. Ils répondent à plusieurs préoccupations: le refus croissant chez les travailleurs de la politique gouvernementale d'abord, de la concurrence intersyndicale ensuite. S'il n'en parle pas, Maire sait bien que l'insistance mise par Bergeron sur les salaires correspond à une préoccupation de la classe ouvrière. D'autre part, il peut craindre une CGT plus en prise sur les luttes locales et sectorielles. Enfin, il ne faut pas oublier que nous sommes à moins d'un an du prochain congrès confédéral et que la ligne contenue dans le rapport «Changeons le syndicalisme» est très loin de faire l'unanimité dans la CFDT. Trois bonnes raisons pour hausser le ton au gouvernement.

Alain Nazier

TCHAD

Un an après

Les 3 200 « instructeurs » français campent depuis un an au Tchad. Les tentatives de règlement négocié se sont perdues dans les sables et l'intervention « limitée dans le temps » s'éternise.

La mission de la force « Manta » est entrée dans sa deuxième année. Charles Hernu a fêté l'événement en déclarant le 9 août : « Nous ne quitterons pas le Tchad tant qu'il y aura un soldat libyen au sud de la bande d'Aouzou. » Le va-t-en-guerre en chef réaffirme l'intention du gouvernement français de camper indéfiniment sur le 16^e parallèle.

Présentée comme un simple envoi d'« instructeurs » en vertu des accords de coopération militaire et technique de 1976 (violés dans la pratique), la sixième intervention militaire française depuis l'indépendance de Tchad révélait son vrai visage et ses objectifs.

Les 3 200 hommes, la vingtaine d'avions (Jaguar, Mirage...) et le matériel lourd avaient pour mission officielle de stopper l'offensive menée par le GUNT de Goukouni Oueddéi, soutenu par la Libye, de mettre fin aux combats et de permettre un règlement politique du conflit. Sur le strict plan militaire, Hernu se félicite de la stabilisation des positions, les affrontements ont quasiment cessé et les parachutistes français se délectent de patrouilles dans le désert comme au bon vieux temps de la coloniale. Les onze soldats français tués, le Jaguar abattu seraient presque oubliés et pour un peu, le gouvernement nous ferait croire qu'il n'en coûte plus rien de maintenir le corps expéditionnaire.

Outre qu'une reprise des affrontements n'est pas impossible, la présence française (Kronembourg comprise) revient au contribuable à trois millions de francs lourds, pour ne pas parler du poids de ces occupants pour les populations locales.

La carte Hissène Habré

Dans le sanctuaire que lui a assuré la France, Hissène Habré a mis à profit l'année écoulée pour renforcer son emprise et raviver un appareil d'Etat en pleine déconfiture. Imposant brutalement son autorité aux populations du sud — Amnesty International rapportait qu'au cours de l'année 1983 « assassinats, tortures et détentions arbitraires s'étaient poursuivis » —, l'actuel maître

de N'Djamena a tout fait pour s'opposer à l'émergence d'une troisième force, en affirmant sa seule légitimité ? Il tire également parti des difficultés de ses adversaires.

Le Gouvernement d'union nationale tchadien, qui connaissait des dissensions avec ses alliés libyens, traverse une de ces phases d'éclatement chroniques depuis la première scission du Frolinat en 1972. C'est ainsi que se sont constitués en ce mois d'août le Rassemblement des forces patriotiques (RFP, à l'initiative de quatre des six tendances du GUNT) et le Conseil national de libération, qui réaffirme l'autorité de Goukouni Oueddéi. Le RFP semble privilégier la recherche d'un règlement diplomatique en se présentant comme une troisième force, solution à laquelle



L'année dernière les paras embarquaient pour N'Djamena. Manta devait être à cette époque une opération courte dans le temps. Depuis les soldats français sont enlisés dans le sable tchadien.

Paris semble préférer actuellement le soutien à Habré.

Le PCF, qui depuis qu'il n'a plus de ministre a choisi de durcir sa position, fait de l'opposition à Hissène Habré son cheval de bataille. On peut lire dans *Révolution* du 17 août, sous la

plume de Jacques Varin : « L'appui exclusif au régime d'Hissène Habré n'a pu que créer jusqu'à aujourd'hui les conditions de l'absence de solution négociée et du maintien persistant des troupes françaises au Tchad, ce qui n'est pas l'ob-

jectif affirmé par la France. »

Là où le bât blesse pour le gouvernement, c'est bien dans l'impossibilité de parvenir à un règlement durable. Tant la conférence d'Addis-Abeba que les conversations de Brazzaville

ont capoté. Plus que jamais tout se joue entre Paris et Tripoli. Le colonel Khadafi a pris plusieurs initiatives en proposant au mois de mai dernier, dans une interview à TF1 puis dans un message à Mitterrand, un retrait des troupes libyennes : « Si la présence libyenne au Tchad sert de prétexte à la présence des forces françaises dans ce pays, je déclare que nous sommes prêts à y mettre fin de façon qu'il ne reste au gouvernement français, face à son opinion publique, aucune justification pour y maintenir un contingent militaire. » S'appuyant sur le sentiment dominant en France — 58 % des Français pensaient dans un sondage réalisé à la mi-avril que « les troupes françaises devraient aujourd'hui quitter le Tchad », 21 % pensant qu'elles devaient y rester — Khadafi plaçait la balle dans le camp de Mitterrand. Le gouvernement, faute d'une initiative, compte sur la banalisation de sa présence militaire au Tchad. Il appartient aux anti-impérialistes de démontrer qu'il n'en est rien.

J.-J. Laredo

GUATEMALA

L'impossible consensus

L'« ouverture démocratique » organisée par la dictature de Mejia suit son cours : quelques jours après que les résultats aient été donnés, le Tribunal électoral suprême opérait une modification de taille : suite à un recours de l'extrême droite, les pourcentages sont maintenus mais la répartition des sièges est différente...

Le 1^{er} juillet, tout était fin prêt pour assurer le « succès » de la cérémonie électorale. Dès le 29 juin, le quadrillage policier et militaire était renforcé dans tout le pays, et il était dûment rappelé que toute personne refusant de se rendre aux urnes serait passible de représailles.

Les bureaux de vote ouvriront avec une heure de retard : suffisamment pour que des longues files d'attente se créent et permettent aux quarante observateurs de l'OEI (Organisation des Etats américains) et à la centaine de journalistes présents de se faire une fausse idée du déroulement de cette mascarade.

Si ce jour ne s'est pas

distingué par un nombre exceptionnel d'opérations de sabotage de la part des organisations populaires, l'opposition a pris d'autres formes. Le taux d'abstention atteindra les 23 % et, fait à souligner, les votes nuls et blancs formeront 17,4 % des voix (la DC, majoritaire aux voix, a fait 15,5 %).

Un tour de passe-passe

Le tout représente 40 % des voix, s'ajoutant par ailleurs à ce chiffre les 8,8 % de votes dits « bulletins non utilisés », invention, une de plus, permettant certaines manipulations.

Si le taux d'abstention a diminué en regard des élec-

tions précédentes, diminution due évidemment aux méthodes utilisées pour obliger la population à voter mais aussi aux falsifications sur les résultats, le taux de votes blancs et nuls est, lui, en pleine extension. De 3,9 % en 1974 puis de 7 % en 1978, il est passé à 9,6 % en 1982 et enfin 17,4 % en 1984. Les multiples moyens utilisés par la dictature pour faire disparaître le taux traditionnellement élevé d'abstention n'auront pas empêché que l'opposition s'exprime. Ainsi, aucune légitimité n'est acquise à cette farce, et l'absence d'alternative sur le terrain « légal » se confirme une fois de plus.

En additionnant le chiffre des abstentions, les votes nuls et blancs, la terreur, les patrouilles civiles, etc., peuvent alors prétendre que les candidats représentent légitimement le peuple guatémaltèque ?

La « percée » centriste, fêtée par l'unanimité de la presse occidentale, alors que les résultats n'étaient pas définitifs, a subi les pressions de l'extrême droite : dans la redistribution, la Démocratie chrétienne perd deux sièges en faveur de la

coalition MLN-CAN. Du jamais vu : le nombre de sièges n'est pas proportionnel au nombre de voix ! Un retour à la démocratie bien original, qui se couronne par une « victoire » de l'extrême droite.

Un compromis bancal

Aussi ces élections n'auront pas atteint leur but premier, c'est-à-dire dégager un consensus au sein du bloc dominant afin de stabiliser le pouvoir et ensuite envisager sérieusement de lutter contre l'opposition, surtout les organisations politico-militaires rassemblées au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, alors qu'on assiste par ailleurs ces derniers mois à une recomposition partielle du mouvement syndical et plus généralement des organisations populaires.

Ces divergences d'intérêts apparaissent une nouvelle fois : les premiers résultats correspondaient à une volonté de perspective démocratique-chrétienne à l'image de celle qui prévaut actuellement au Salvador et qui serait partie intégrante

d'une stratégie régionale favorisant les plans de la Maison-Blanche en Amérique centrale. L'extrême droite, soutenue par d'importants secteurs de l'armée, a refusé la remise en question de ses prérogatives. Pour finir, une solution bancaire, et donc transitoire, sera adoptée : la direction de l'Assemblée échoit à Alfonso Cabrera Hidalgo, membre de la DCG, le vice-président est de l'UCN, et le deuxième vice-président est de la coalition MLN-CAN. De cette façon, l'extrême droite a la majorité des sièges au sein de l'Assemblée, mais les apparences sont sauvées.

C'est ce qui importe au gouvernement Reagan afin de débloquer les prêts nécessaires au régime de Mejia Victores. Et, même si certains politiciens nord-américains ont soulevé le problème du nombre extrêmement élevé des votes blancs et nuls, cela n'a pas empêché Alan Romberg, porte-parole du Département d'Etat, de rappeler que Washington « soutient fermement le processus de démocratisation au Guatemala ».

Renaldo Tucci

IL Y A QUARANTE ANS

Paris s'insurgeait

Paris, le 18 août 1944. La ville est paralysée par la grève générale. Aux cheminots, dont les débrayages durent depuis le 14 juillet, se sont joints les employés du métro, les postiers, les métallos et la police (1). Le comité parisien de libération vient de lancer l'appel à l'insurrection

comme une vulgaire sous-préfecture normande et, militairement, l'enjeu n'est pas d'importance. Ce n'est pas l'optique de De Gaulle : Paris signifie sa légitimation à la tête du nouvel Etat bourgeois. Mais cette légitimité ne doit pas venir d'une insurrection. Une fois cette dernière déclenchée, il fera tout pour la stopper.

Von Choltitz, le commandant militaire de Paris partage ce point de vue. Présenté par les historiens bourgeois comme un hu-

Delmas. Si la trêve sème la confusion parmi les combattants, elle n'en est pas moins de courte durée : dans la journée du 21 août, le CNR dans son ensemble réaffirme son appel au combat, désavouant la manœuvre du BCRA. Le lendemain, Paris se couvre d'affiches appelant la population à dresser des barricades. En fait, l'insurrection n'a jamais cessé. Les gaullistes ont-ils échoué ? Non car la trêve a permis la tenue d'un véritable conseil des ministres avec les secrétaires généraux nommés par de Gaulle « marquant ainsi la continuité gouvernementale et évitant toute carence de pouvoir » (5).

La reddition

Cette situation ne peut cependant s'éterniser. De Gaulle veut infléchir la marche des alliés. D'abord réticent, Eisenhower accepte : c'est la 2^e division blindée de Leclerc qui entrera dans Paris insurgé. Les combats se poursuivent toute la journée du 24 août. Le 25, Von Choltitz accepte de capituler. Sont présents Leclerc et Rol-Tanguy pour les FFI. Au moment de parapher le cessez-le-feu, Leclerc refuse la co-signature du commandant FFI. Obligé de céder aux instances de ce dernier, il sera sévèrement admonesté par de Gaulle une heure plus tard. N'est-ce pas là une forme de légitimation de l'insurrection alors qu'il entend bien représenter seul le nouveau pouvoir.

La mise à l'écart de la Résistance

Pour ceux des membres du CNR, même non communistes qui n'auraient pas compris cela, de Gaulle va mettre les choses au point. A son arrivée à Paris, il se dirige droit vers le ministère de la Guerre et refuse de se rendre à l'Hôtel de Ville où siège le CNR : il entend recevoir son pouvoir du peuple directement et non d'une quelconque direction insurrectionnelle. Sous l'instance du nouveau préfet Luizet, il s'y rend tout de même, pour partir presque aussitôt sans s'être fait présenter aux membres du conseil.

Dernier acte de l'insurrection : le 28 août, de Gaulle dissout l'état-major des FFI, lesquels doivent « s'amalgamer » avec les Forces françaises libres, avec le but de ne former qu'une seule armée, celle du nouvel Etat bourgeois.

« Tartarinade » l'insurrection de Paris comme le prétendra de Gaulle dans ses mémoires ? Non. Les insurgés avec leur armement de fortune et leurs barricades ont bel et bien empêché le départ des armées allemandes tel qu'il était prévu.

Pour bien des militants et des cadres du PCF, forgés dans la lutte armée, cette victoire aussitôt confisquée par la bourgeoisie est amère. Beaucoup ignorent qu'en novembre 1943, Churchill, Staline et Roosevelt se sont rencontrés à Téhéran pour jeter les bases d'un partage du monde qui se fera à Yalta. Les Duclos et les Thorez le savent eux : en soutenant de Gaulle, en acceptant la dissolution des FFI, ils ont joué leur rôle dans la restauration de l'Etat bourgeois.

Maria Perez

1. Attitude d'autant plus remarquable qu'elle est extrêmement récente, car le 14 juillet 1944, lors des manifestations ouvrières appelées par la CGT clandestine, la police procède aux arrestations avec l'armée allemande !
2. Ces divergences portaient notamment sur la conception des maquis : guérilla mobile ou regroupements massifs encadrés par des militaires. Voir Tillon, *les FTP*, chapitre « Maquis de masse ou masse de maquis ».
3. On le tient généralement pour responsable de l'anéantissement de Varsovie, soit à peu près deux cent mille victimes !
4. Entre le 15 et le 20 août, deux cents otages ou prisonniers sont fusillés à Romainville, dans les fossés de Vincennes et à la Cascade du bois de Boulogne.
5. Robert Aron, in « *la Libération de la France* ».

Munis d'armes légères pour les plus chanceux, de bouteilles incendiaires, FFI (Forces françaises de l'intérieur) et FTP (Francs-Tireurs et Partisans) sont mobilisés. Le 19 et le 20 août, la guérilla se développe dans tout Paris et sa banlieue, à l'exception des quartiers ouest (les « beaux quartiers ») ; on combat avec les moyens du bord. Les Halles sont prises pour gérer les dépôts de vivres. La poste centrale, rue du Louvre, les grandes gares, les centraux téléphoniques sont occupés par les travailleurs armés.

A la préfecture de police et à l'Hôtel de Ville, le nouveau pouvoir s'installe : les préfets emmenés par de Gaulle dans ses valises sont déjà à pied d'œuvre.

Mais déjà, la fragile unanimité qui a présidé au déclenchement de l'insurrection à Paris se lézarde. Dans la journée du 20 août, les défenseurs de la préfecture, c'est-à-dire les gaullistes, entament des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu avec les troupes allemandes, sans en informer ni le Comité de libération ni l'état-major FFI commandé par le communiste Rol-Tanguy.

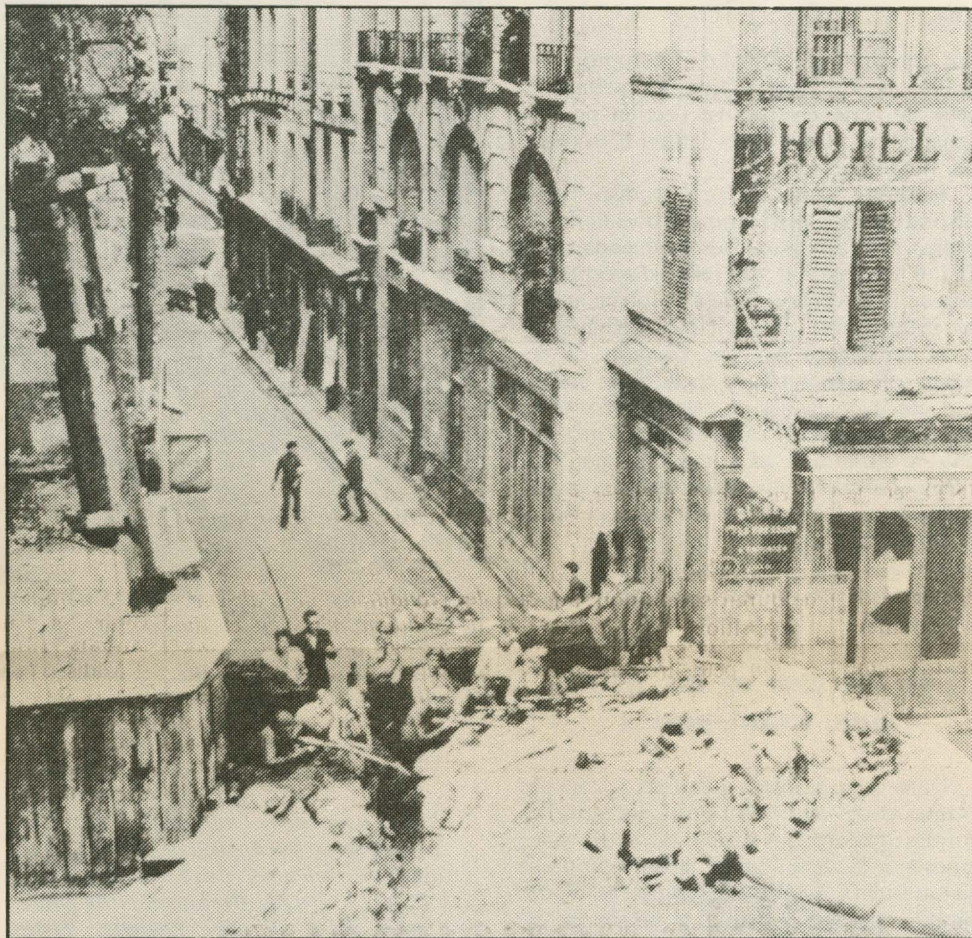
Résistance intérieure, gouvernement provisoire

Officiellement, deux pôles constituent la représentation politique de la Résistance. Le premier — le Conseil national de la Résistance (CNR) — qui regroupe les organisations clandestines à l'intérieur ; le second qui se veut la représentation légitime de l'Etat, c'est le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) qui siège à Londres avec de Gaulle. Reflet de leur poids dans la résistance armée, les communistes sont fortement présents dans le premier. Par contre, le GPRF est constitué de bourgeois ne représentant souvent qu'eux-mêmes. Depuis avril 1944, deux communistes y sont présents.

L'objectif de De Gaulle est double. Premièrement, il veut assurer la place de l'impérialisme français dans le marchandage qui va s'opérer après la défaite allemande. Deuxièmement, il entend bien que la passation des pouvoirs qui doit s'opérer entre Vichy et le nouvel Etat (qu'il incarne !) se fasse sans heurts.

A cet effet, certains « mariages de raison » sont nécessaires : avec Staline puis avec le PCF. Soucieux de ne pas mettre tous ses œufs dans le panier allié, Staline a reconnu dès septembre 1942 le gouvernement de Londres, contrairement à Churchill et Roosevelt qui se feront tirer l'oreille jusqu'en juillet 1944. Fort de cet appui, de Gaulle fera passer le PCF sous ses fourches caudines.

Avec le débarquement, les divergences sur le rôle de la résistance armée se sont multipliées entre de Gaulle et ses services (notamment le Bureau central de renseignements et d'action [BCRA]) d'une part ; la direction militaire clandestine d'autre part (2). Pour les généraux alliés comme pour de Gaulle, la résistance intérieure ne peut être qu'un auxiliaire des troupes anglo-américaines. Ils partagent un même mépris pour ces civils armés de bric et de broc qui font la guérilla. Militaires de carrière, ils ne conçoivent qu'une guerre professionnelle à coups de chars et d'avions



Des barricades surgissent. Photo du haut : place du Petit-Pont à Paris.

quitte à faire des dégâts parmi les civils. Et pourtant : la Bretagne insurgée sera libérée en une semaine par les FFI et les FTP alors qu'il faudra deux mois pour la Normandie presque rasée par les bombardements alliés.

De plus, de Gaulle entend bien n'avoir aucune « bavure » dans la mise en place du nouvel Etat et, de ce point de vue, toute insurrection populaire est grosse de dangers.

S'agissant de Paris, la situation est délicate. Les alliés ne veulent pas prendre Paris militairement : cela leur ferait perdre du temps alors que la course vers l'Allemagne est engagée avec les Soviétiques. Il est tout de même délicat de raser la capitale

maniste (3), ce militaire est surtout réaliste : la défaite est inévitable, alors il préférerait se rendre à des troupes régulières plutôt qu'à des « voyous » communistes. Ce qui ne l'empêche pas de multiplier les exécutions pour effrayer la population, en pure perte d'ailleurs (4).

La trêve

C'est le consul de Suède, Nordling, qui est chargé de la négociation. Le principe de la trêve est votée par une partie du bureau du CNR réuni à la sauvette par le représentant direct de De Gaulle, Chaban-

DU 17 AU 21 JUILLET, A PEROUSE

Conférence internationale pour le désarmement

La troisième convention européenne pour le désarmement nucléaire a permis de faire le point sur la situation ouverte par les premiers déploiements des nouveaux missiles de l'OTAN. Mille deux cents délégués ont débattu pendant quatre jours des perspectives des mouvements, les « activistes de base » et la gauche du mouvement marquant de nombreux points.

Les enjeux de la troisième convention européenne pour le désarmement, réunie à Pérouse (Italie), du 17 au 21 juillet, dépassaient de loin ceux des deux dernières conférences de ce type, celle de Bruxelles en 1982 et celle de Berlin en 1983. En premier lieu parce qu'un débat décisif était et reste d'ailleurs ouvert parmi les activistes de la paix sur l'avenir du mouvement.

Certains, à la direction de l'END (European Nuclear Disarmement) souhaitent un cours plus « réaliste » pour les mouvements de paix, fait d'une révision en baisse de leurs objectifs, d'une recherche de nouvelles alliances avec certains secteurs bourgeois et de la mise en veilleuse des actions de masse... La conférence de Pérouse a mis en évidence l'attachement des « activistes de base » — ils se définissent ainsi eux-mêmes — aux principaux acquis d'un mouvement qui s'est d'abord construit dans et par l'action de masse, introduisant par là même à une échelle large, un important processus de maturation politique.

Le fait même que Mient Jan Faber (1), concluant les travaux de la convention se soit vu contraint de reprendre les perspectives d'action essentielles mises en avant par la base du mouvement, témoigne suffisamment du rapport de forces actuel entre la droite et la gauche du mouvement.

En second lieu, la présence pour la première fois dans une convention de ce genre, de délégations des comités de paix officiels en provenance d'Union soviétique et de la plupart des pays de l'Est, tandis que les indépendants se voyaient interdire le voyage, posait problème. La direction de la convention, avant tout soucieuse de ménager les échanges diplomatiques avec les comités officiels, multiplia, à leur égard, les gestes de bonne volonté.

En revanche, à la base, sous l'impulsion des secteurs les plus à gauche de la convention, le soutien aux indépendants victimes de la répression bureaucratique ne se démentit jamais tout au long des travaux.

Les principales initiatives

C'est dans ce cadre que fut prise la première « initiative » en faveur d'un dialogue et d'une solidarité effective entre les pacifistes indépendants de l'Ouest et de l'Est. Les signatures au bas d'un même texte de pacifistes de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest constitue un premier pas concret dans l'affirmation d'une solidarité internationaliste qui constitue la meilleure réponse possible aux tenants de la diplomatie et des tractations secrètes entre les secteurs sociaux-démocrates des mouvements de la paix occidentaux et la bureaucratie soviétique.

La seconde question qui polarisa la conférence fut le débat à propos de l'OTAN. Certains membres du comité de liaison tels Mary Kalder ou Mient Jan Faber avaient proposé la perspective d'un compromis avec l'alliance impérialiste, expliquant que le maintien de tel ou tel pays dans l'OTAN n'était pas un problème si une stratégie de défense non nucléaire était substituée au dispositif actuel des forces occidentales. Une perspective massivement rejetée si on en juge par le nombre d'intervenants qui se

sont montrés partisans d'une rupture radicale avec l'alliance atlantique, mettant au cœur de cette perspective l'action pour le démantèlement des bases US en Europe du sud notamment.

Il restait alors à faire l'indispensable liaison entre ces deux grandes questions, du soutien actif aux pacifistes indépendants de l'Est d'une part et du refus d'accepter le joug de l'OTAN sous quelque forme que ce soit d'autre part. Ce fut fait le dernier jour de la conférence par une centaine de délégués qui signèrent un texte (voir encart) liant ces deux tâches au nécessaire soutien aux pacifistes du Nicaragua et d'Amérique centrale qui luttent les armes à la main face à l'impérialisme pour défendre leur droit à vivre en paix. Autant de tâches qui exigent le développement des mobilisations de masse dans chaque pays et si possible une coordination de celles-ci à l'échelle internationale.

Les femmes et les jeunes aux avant-postes

Dans cette dernière initiative, le rôle des femmes et des jeunes fut prépondérant. Les femmes d'abord qui durent se battre pour imposer à la direction de la convention le fait que deux d'entre elles puissent rendre compte de leurs travaux à la séance de clôture.

Ayant gagné sur ce point, deux femmes, une pacifiste espagnole et une pacifiste est-allemande, expulsée récemment de son pays, prirent la parole, lors de la session finale. Leurs interventions comme celle d'ailleurs du représentant des comités de paix nicaraguayens tranchaient sur le fond et la forme avec les autres interventions planifiées par le comité de liaison. A noter que sur la base de cette expression, les femmes présentes à Pérouse ont décidé de se réunir à nouveau à la veille de la prochaine convention, celle d'Amsterdam. Du côté des jeunes, c'est une même combativité qui s'est manifestée, même si leur nombre et leur place dans la convention ne correspondaient en rien au rôle de premier plan qu'ils jouent dans chaque mouvement national.

Des leçons à retenir pour les prochaines mobilisations où, à n'en pas douter, le rejet de l'OTAN, la solidarité avec les pacifistes d'Europe de l'Est, d'une part, et avec ceux d'Amérique centrale d'autre part, seront les ressorts puissants d'un nouvel élargissement des mouvements de paix qui devraient se manifester notamment à Rome les 27 et 28 octobre à l'occasion de la réunion dans la capitale italienne des ministres des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (2).

Jean-Louis Michel

1. Il s'agit du secrétaire de l'IKV hollandaise qui coordonne l'activité des différentes initiatives pacifistes dans ce pays. Mient Jan Faber s'était rendu à Moscou peu de temps avant la convention et avait fait à son retour des déclarations favorables à un compromis avec le gouvernement hollandais sur le déploiement des missiles en Pays-Bas.

2. Il s'agit de la seule instance européenne, lointaine héritière des projets avortés de constitution d'une Communauté européenne de défense (CED) en 1954, qui soit habilitée à traiter des problèmes de défense.



300 000 pacifistes s'étaient retrouvés, à Bonn, pour accueillir Reagan, en juin 1982.

Le texte de « l'initiative » que nous reproduisons fut approuvé par une centaine de délégués de l'Etat espagnol, d'Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Suisse, RFA, Grèce, Pologne, Tchécoslovaquie, Pays-Bas, Danemark, Finlande, France, Colombie et Nicaragua. Venue le dernier jour, celle-ci représente en fait l'opinion d'un secteur beaucoup plus large de la convention, la gauche des mouvements de paix ouest-européens. Les militants de la IV^e Internationale, présents à Pérouse, ont participé à cette « initiative ».

Déclaration de militants pour la paix

Les délégués soussignés à la troisième conférence européenne pour le désarmement nucléaire (END) qui s'est tenue à Pérouse estiment que les questions suivantes sont prioritaires dans les mobilisations à venir.

1. La liberté d'expression, d'organisation et de circulation est indispensable pour la lutte pour la paix, à l'Est comme à l'Ouest. Nous avons manifesté notre réprobation à l'égard de la répression contre le mouvement pour la paix en Turquie, tout comme nous avons protesté, auprès des représentants soviétiques durant la convention, pour la répression dont sont victimes les pacifistes indépendants à l'Est. Nous n'accepterons jamais qu'ils soient sacrifiés au profit d'initiatives diplomatiques en direction des comités de paix officiellement autorisés.

2. Le rejet des missiles, de l'OTAN, de tous les — nouveaux — efforts en direction d'une force de défense ouest-européenne, nucléaire et conventionnelle. Nous refusons la présence de bases étrangères, avant tout américaines, en Europe. Nous refusons aussi l'idée d'une OTAN basée exclusivement sur des armes

conventionnelles, tout comme l'illusion d'une dissuasion nucléaire nationale ou multinationale. Les peuples d'Europe doivent pouvoir se prononcer librement sur la question de l'OTAN, des bases étrangères et des armes nucléaires par référendum. Les peuples d'Europe doivent rejeter l'illusion qu'une force européenne de défense autonome garantirait plus de sécurité et de bien-être. Au contraire, une telle perspective ne ferait qu'augmenter les dangers de guerre et impliquerait d'autres vagues de militarisation en Europe. Ce qui se traduirait inévitablement par de nouvelles augmentations des budgets de guerre et par une politique d'austérité accrue.

3. La solidarité avec les peuples du Nicaragua et des autres peuples d'Amérique centrale. Une menace terrible pèse sur le Nicaragua et les peuples en lutte en Amérique centrale. Ils luttent pour la paix, la justice et l'autodétermination. Tout comme nous repoussons la *Pax americana* en Europe de l'Ouest — en particulier la répression des généraux de l'OTAN contre le peuple turc —, nous refusons une intervention US en Amérique centrale.

4. Le mouvement pour la paix est plus que jamais vivant et actif. La lutte contre les missiles est plus que jamais nécessaire. 1985 sera une échéance décisive pour le mouvement de la paix européen pour empêcher le déploiement des missiles aux Pays-Bas et en Belgique, et pour exiger le démantèlement des missiles déjà déployés. Le moment n'est pas au recul et à l'hésitation.

Nous nous engageons à préparer, dès l'automne 1984, de nouvelles vagues de résistance de masse contre le militarisme, contre le réarmement conventionnel et nucléaire, contre l'OTAN, pour une Europe dénucléarisée, pour la paix, la liberté et le désarmement à l'Est comme à l'Ouest.